

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.072 — QUARANTIÈME ANNÉE — MARDI 17 AOÛT 1915

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la D... 75 — Marseille

ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vancluse, Gard	3 fr.	6 fr.	12 fr.
et Basses-Alpes	3 fr. 50	7 fr.	14 fr.
Autres départements et l'Algérie	3 fr. 50	7 fr.	14 fr.
Étranger (Union postale)	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.

Les abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

ANNONCES

Annonces Anglaises, à la ligne : 2 fr. — Réclamés : 1,75. — Faits divers : 0,50
Après Chronique Locale, la ligne : 6 fr. — Chronique Locals : 10 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'Agence Havas, 5, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

La Proie

Au lendemain de la prise de Varsovie, nous faisons prévoir que les vainqueurs exploitent les succès pour se poser en libérateurs de la Pologne. Et tel était en effet leur plan, comme on ne nous l'avait pas laissé ignorer. Tout un scénario de comédie, ou plutôt de farce, la plus grossière et la plus répugnante des farces, avait été soigneusement préparé. Mais les acteurs n'ont même pas été capables de remplir leurs rôles. Ils n'ont pas pu se mettre d'accord pour jouer le jeu qui leur avait été tracé.

De sorte que la farce commencée s'achève en querelle.

Car c'est bien une querelle qui s'agit depuis quelques jours entre les Allemands et les Autrichiens également désemparés : les uns et les autres de mettre leurs griffes sur cette Pologne russe où ils oublient d'ailleurs que leur installation est toute provisoire. Après s'être entendus pour conquérir ils se sentent seuls pour décider du sort de leur conquête, semblaient à ces bandits ivres qui, après avoir bien « travaillé » ensemble, se disputent ignominieusement le produit de leur crime tandis que leur victime agonise à leurs pieds. Oui, c'est là un spectacle édifiant, et qui contraste d'étrange façon avec celui qu'on avait promis à la Pologne !

Allemands et Autrichiens prétendaient naguère ne vouloir s'emparer de la malheureuse province si horriblement martyrisée par eux que dans la pensée de la rendre noblement à la liberté. Mais l'annonce de la prise de Varsovie était à peine parvenue à Berlin et à Vienne que déjà, dans l'une comme dans l'autre capitale, des voix s'élevaient pour hurler dans l'impatience fébrile d'une âpre cupidité : « Cette proie est à moi ! » Il ne s'agit plus de savoir si la Pologne russe sera libérée, mais seulement si elle tombera sous le joug des Habsbourg ou sous celui des Hohenzollern. Les masques sont tombés : il faut tirer le rideau...

Et maintenant, voici le jeu qui se poursuit au grand jour. Les journaux boches naguère remplis de si généreuses avances à l'égard des infortunés Polonais parlent aujourd'hui un langage plus rude. Asses de libéralisme ! On est les maîtres, n'est-ce pas pour avoir la joie d'écarter les vaincus ?

« Les Polonais, déclare la Gazette de Francfort, ne doivent pas oublier que la guerre actuelle n'a pas uniquement pour objet de donner satisfaction à leurs vœux et à leurs revendications nationales; ils ne doivent pas oublier que la guerre est un acte de guerre et que les revendications s'harmonisent avec les exigences de l'équilibre et de l'Autriche-Hongrie... » Le même journal invite encore les Polonais à prendre garde « que

ce ne sont pas eux qui se sont libérés, mais que l'armée allemande les a libérés en prenant Varsovie, capitale choisie par eux pour la Pologne. » Note que le grand organe de Francfort a passé en Allemagne pour un organe libéral; par ce qu'il écrit, vous pouvez deviner le langage que tiennent sur ce même sujet les journaux pangermanistes, ceux dont toutes les doctrines de politique extérieure se résument dans la commode formule de l'Allemagne au-dessus de tout.

Aussi bien, et avant même que la presse boche nous fût là-dessus, le ton de la proclamation lancée en Pologne par le prince Léopold de Bavière nous avait déjà donné une indication suffisamment précise du véritable état d'esprit des vainqueurs à l'égard des vaincus. La façon dont le général bavarois avait fait savoir aux habitants de Varsovie qu'ils et la ville étaient « au pouvoir de l'Allemagne » était par elle-même d'une signification très claire. Les prétendus libérateurs de la ville n'avaient pas tardé à apparaître sous leur véritable jour : c'est-à-dire comme des maîtres sans scrupules, comme des dominants brutaux et arrogants, comme des conquérants dres à la curée et qui ne connaissent rien que le droit de la conquête.

Si la malheureuse Pologne avait pu caresser de ce côté-là des illusions et des espérances, ses illusions et ses espérances n'auraient pas été longues à s'évanouir...

Mais la vérité est qu'elle n'avait pas bruyamment affichée de ses vainqueurs ses espoirs de déchéance. La Pologne sait trop ce qu'on souffert ceux de ses fils que l'Allemagne tenait déjà sous sa domination abjecte pour croire à la possibilité d'un geste généreux de la part du kaiser. Non, elle n'a pas eu la folie de s'imaginer que sa libération pourrait venir d'un tel maître !

Mais elle se souvient que, il y a précisément un an ces jours-ci, une parole sinistre d'humanité et de fraternité est tombée sur elle...
« Polonais, l'heure a sonné où le rêve sacré de vos pères et de vos aïeux peut être réalisé... C'était la proclamation par laquelle, le 45 août 1914, le grand-duc Nicolas annonçait à la Pologne sa résurrection prochaine, la proclamation qui affirmait « sa réconciliation fraternelle avec la grande Russie ». La proclamation qui ouvrait un nouveau avenir à la Pologne, dans sa langue et dans son autonomie... Elle se souvient de cette parole et, quelque misérable que soit sa condition présente, ce souvenir la soutient et la reconforte : il continue de traverser son infortune d'un rayon de lumière que rien ne parviendrait à éteindre.

CAMILLE FERDY.

380^e JOUR DE GUERRE

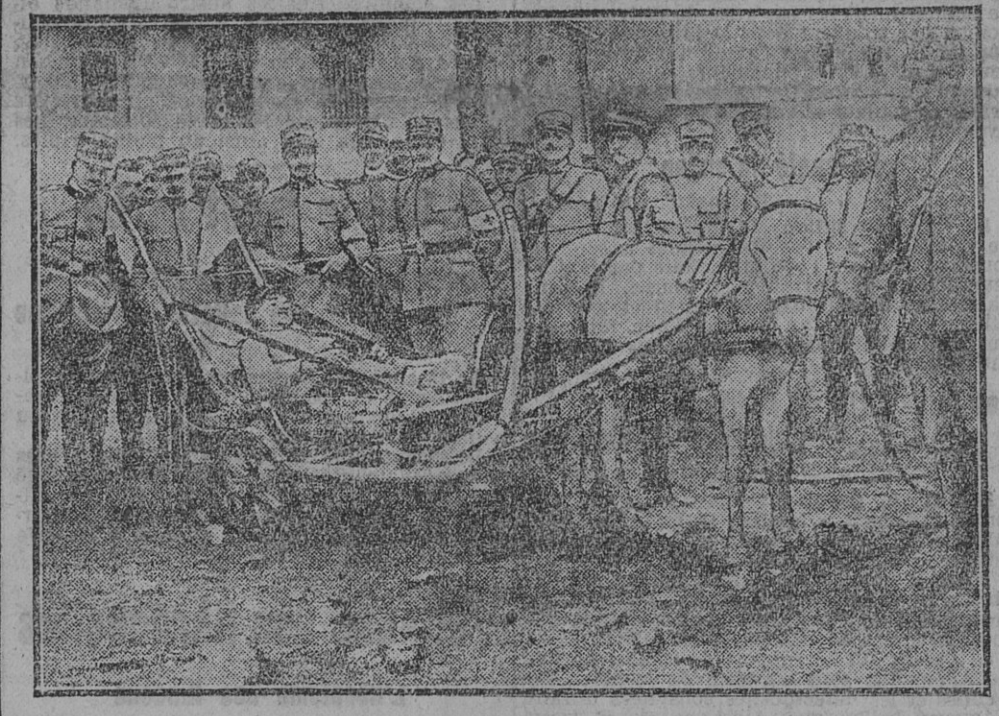
Communiqué officiel

Paris, 16 Août.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :
Au cours de la nuit, canonnade intermittente dans la région de Souchez et sur le plateau de Nouvion.

Au nord de l'Aisne, combats à coups de bombes et de grenades dans le secteur de Quennevières et dans l'Argonne occidentale.

Dans les Vosges, un coup de mine sur une tranchée ennemie, entre Burnhaupt-le-Bas et Ammertwiller, nous a permis de faire quelques prisonniers et de prendre deux lance-bombes et une mitrailleuse.



Les ambulances italiennes utilisent des voitures spéciales pour la guerre de montagne dont notre cliché démontre le caractère pratique.

IL Y A UN AN

Lundi 17 Août

Le communiqué officiel résume ainsi les opérations :
« La situation continue à être bonne et notre progression méthodique s'accroît. Dans la Haute-Aisne, les forces allemandes se retirent en grand désordre, les unes vers le Nord, les autres vers l'Est. La preuve de ce désordre se trouve dans l'abandon d'un énorme matériel tombé entre nos mains (approvisionnements d'obus, voitures lourdes, etc.). »

« Il se confirme que dans les engagements qui ont eu lieu depuis le début de la campagne dans cette région, l'ennemi a subi des pertes beaucoup plus élevées que nous ne l'avions cru au premier abord. On s'en rend compte, tant par les cadavres retrouvés, que par le témoignage des prisonniers.
« Nous progressons également dans les vallées de Sainte-Marie et dans la vallée de la Brache. Nous continuons, fortement appuyés sur le Donon, à nous avancer dans la direction de Strasbourg.
« Il se confirme que les troupes allemandes rencontrées devant nous dans cette région sont complètement désorganisées.
« Sur la ligne Lorquin, Azouange, Marsal, nos troupes gagnent du terrain.
« Nous avons donc sur la ligne frontière, depuis Chambrey jusqu'à Belfort, gagné sur l'ennemi une distance qui varie de 10 à 20 kilomètres et pris fortement position en Alsace aussi bien qu'en Lorraine.
« En Meurthe-et-Moselle et en Alsace, les atrocités allemandes continuent : l'ancien maire de Blamont, M. Barthélemy, âgé de 90 ans, une jeune fille de 47 ans et d'autres habitants inoffensifs sont fusillés; les incendies, pillages et autres actes de sauvagerie se multiplient.
« Un croiseur autrichien est coulé par la flotte française sur l'Adriatique, devant Antivari.
« En Prusse orientale, les Russes infligent aux Allemands une défaite à Stultuppen. Les Serbes remportent de nouveaux succès contre les Autrichiens.
« La Turquie exprime à la France ses regrets à l'occasion de la prise de Geben et de Breslau.
« Le premier drapeau pris aux Allemands à Saint-Antoine, par le 10^e bataillon de chasseurs, arrive à Paris; il est solennellement transporté aux Invalides.
« A Marseille, le préfet prend un arrêté interdisant la vente et la consommation de l'absinthe. Le Saghalien arrive à Marseille; pendant son voyage, il a assuvé le feu du Geben et du Breslau.
« Le Conseil général des Bouches-du-Rhône vote un crédit de 500.000 fr. pour les familles de nos soldats.

« Très aimables, un lieutenant et un médecin-major qui dirige l'ambulance s'approchent et engagent la conversation. Ils nous content en quelques phrases pleines de bonne humeur la monotonie de leur vie et nous demandent des nouvelles de Paris et du monde entier. Nous avons le plaisir de leur offrir les journaux de Paris du matin même qui nous arrivent par chemin de fer.
« L'ennemi ne parvient ordinairement que dans la nuit. Après avoir fait le tour des ruines, nous quittons Beauregard-Sur-Aire pour nous en aller directement à Verdun par Souilly en traversant une région qui a miraculeusement échappé aux horreurs de la guerre. La route chemine sur une crête et nous voyons au loin, à notre gauche, enveloppées de brume violette les masses sombres de la forêt d'Argonne qui barrent l'horizon, impénétrable, mystérieuse et légendaire.
« Un soldat agit son fusil en travers de la route et nous nous arrêtons aux portes grillées des remparts de Verdun. L'atmosphère est calme. Des convois jentis se croisent tandis qu'un aéroplane s'en va en tripotant vers les lignes ennemies.

Georges BATAULT.

LA GUERRE

Les Succès anglais dans les Flandres

Paris, 16 Août.

Le ministre de la guerre communique la note suivante :
« Contrairement à ce que pourrait laisser supposer un article paru dans un journal du matin, il est inexact que les troupes françaises aient utilisé des gaz toxiques. »

C'est à Berlin que les Alliés signeront la Paix

Le ministre de la Défense du Canada a rapporté cette conviction de sa visite en France

Londres, 16 Août.

Le major général Sam Hughes, ministre de la Milice et de la défense du Canada, retour de France, où il vit le roi Albert, M. Poincaré, les généraux Joffre et French, déclare être revenu avec enthousiasme.

« Les Allemands, pour lui, sont sur la route de la défaite, les Français ne furent jamais plus forts et plus en train que maintenant. Il assure que si les alliés avaient besoin de munitions, le Canada peut mettre à leur disposition toutes les usines du Dominion. Il conclut :
« Le point essentiel est de savoir comment nous remporterons une victoire assez complète pour signer la paix à Berlin. Pour cela, il sera peut-être nécessaire d'employer toutes nos forces, mais ce que j'ai vu sur le front m'a convaincu que nous pouvons y arriver. »

L'OPINION D'UN NEUTRE

Le facteur outillage et munitions doit primer le facteur effectifs

Londres, 16 Août.

Le correspondant du Daily Express à Genève a recueilli l'opinion du directeur d'une grande usine suisse, qui revient d'Allemagne :

« Mes sympathies personnelles, a-t-il dit, vont aux alliés, mais je dois confesser que j'admire beaucoup l'organisation des Allemands. A l'heure qu'il est, ceux-ci fabriquent par milliers des mitrailleuses, par vingtaines des avions et de nombreux sous-marins aussi vite qu'ils le peuvent.
« C'est de ce côté de la guerre, les alliés doivent se tenir éveillés, et donner à la question mécanique plus d'attention qu'à la question d'hommes. »

Les Allemands ont perdu 45.000 officiers

Rome, 16 Août.

D'après des nouvelles de Bala, de source allemande, l'Allemagne, jusqu'au commencement de juillet, avait perdu en tués, blessés et prisonniers, 45.000 officiers, ainsi répartis : 130 officiers généraux ou supérieurs ; 36.000 d'infanterie, 1.530 de cavalerie, 5.000 d'artillerie. Les autres corps divers, 2.000.

Dans les Flandres

Les succès anglais à Hooghe

Quartier général anglais, 16 Août.

Notre artillerie a été merveilleuse. Pour la première fois, les Allemands ont trouvé à qui parler. Comme nos hommes voyaient nos obus tomber en un déluge incessant sur les positions allemandes et couronner toutes les lignes allemandes en une nuée de fumée, ils furent amenés à croire que les Allemands enfin étaient appelés à capituler ce qu'ils avaient si souvent souffert. Le tonnerre de nos canons et la vue des éclatements d'obus poussaient tout l'ensemble du front allemand du côté de notre vent de nos hommes, et il fut impossible de les arrêter avant qu'ils ne puissent se traquer leur route. Nous avons tout compris, cette fois-ci, et quel qu'en fût le coût, nos canons avaient les munitions nécessaires pour hâter avec cette immense batterie qu'est en fait l'armée allemande. Telle fut l'opinion formulée par un officier qui prit part à notre avance heureuse à Hooghe, lundi dernier.

Électrisé par une préparation d'artillerie comme jamais l'on n'en avait encore vu de notre côté, notre infanterie s'élança d'une ruée superbe, dépassant le terrain perdu. Depuis lors, nos troupes ont tenu leurs positions, malgré un bombardement nourri.
« Une petite portion de 20 mètres environ fut ée abandonnée, parce qu'elle complètement ouverte et à découvrir, elle était intenable.
« Une semaine avant l'attaque, nos canons arrosèrent les Allemands. Il ne faut pas oublier les 15 Français, qui soutinrent splendide notre attaque. Ni jour, ni nuit, on ne laissa les Allemands en paix.
« Dans les courts heures de lundi matin, le bombardement s'accrut et devint plus intense, puis, dès l'instant où nos canons pointerent sur la seconde ligne allemande, notre infanterie, avant même que les Allemands puissent penser que l'attaque était à pied d'œuvre, notre infanterie avait franchi le parapet des tranchées allemandes et se trouvait mêlée à l'ennemi.
« Malheureusement, la reddition de certains fut quelquefois marquée de trahison. Ainsi, un officier allemand qui avait les mains liées au-dessus de la tête, un groupe de nos hommes avait passé à un autre groupe, sortit soudain un revolver qu'il avait gardé sur lui, on le sait comment, et fit feu sur ceux qui le gardaient en vue. Un autre officier, sorti d'un trou sur promesse de la vie sauve, tua deux de nos troupes.
« Les tranchées allemandes nous apparemment comme très profondes et très étroites, et constamment surveillées par nos postes de troupes. Les capots étaient très solides, disons-les placés, et pouvaient abriter quatre ou cinq hommes couverts d'un plafond de fer et de charpente.
« Plus de vingt-quatre heures après le com-

bat, l'on découvrit deux Allemands dans un de ces capots. L'entrée en avait été bloquée par des débris d'obus et nos hommes, ignorant que des Allemands s'y trouvaient encore en vie, avaient mis devant des sacs de sable. Les troupes dans les tranchées entendirent un grémissement et de faibles cris sortirent de derrière ces barrières, et lorsqu'ils les eurent retirées, les deux Allemands apparurent et se rendirent.
« Les tranchées allemandes se trouvaient en un état indescriptible. Sans qu'on avait pu entrer les cadavres des combats antérieurs, et les bas tranchées étaient pleines de corps allemands enfoncés dans la terre. En cet état, des boîtes sortirent à travers les sacs de sable, prouvèrent que des cadavres avaient servi à consolider les parapets.
« Lorsque nos hommes pénétrèrent dans la première ligne des tranchées allemandes, ils trouvèrent les morts du matin même empilés en tas effroyables devant ce qui restait de leurs camarades. Spectacle horrible, en vérité.
« Il y eut une bataille féroce dans un espace restreint à propos d'une redoute construite par les Allemands à l'extrême gauche des tranchées prises par eux, et où ils avaient placé leurs hommes de réserve. Nos hommes se jetèrent dans l'entonnoir précédemment fait, obligèrent les Allemands à se sortir vers la surface, où ils furent pris en écharpe par quatre de nos mitrailleuses qui semèrent la mort dans les rangs ennemis.
« Le détachement des mitrailleuses, complètement indifférent au danger, se dressa alors sur le parapet de la première ligne allemande et balaya toute la région entre la première et la seconde ligne, en avant et en arrière.

Le rôle de l'Angleterre

L'ambassadeur britannique à Pétrograde le définit

Pétrograde, 16 Août.

Pour la seconde fois, sir George Buchanan, ambassadeur britannique à Pétrograde, a pensé qu'il était utile et nécessaire de dire au public russe ce que fait la Grande-Bretagne dans la guerre.
« Par son discours du nouvel an, il avait réduit au silence les détracteurs germanophiles qui faisaient de leur mieux pour persuader la Russie que la Grande-Bretagne était un allié inutile.
« Maintenant au cours d'une interview accordée à des représentants de journaux de Moscou, durant une courte visite faite dans cette ville, il répond à la question que l'on entend de tous côtés, et dans les classes de la société depuis quelques semaines : « Que fait la Grande-Bretagne ? »

« Le tout d'abord, fait ressortir le préjudice qui résulterait pour la Russie si les alliés commençaient leur grande avance dans l'Ouest avant d'avoir la certitude d'être à même de parer.
« Bien des gens, dit-il, sont étonnés que les armées franco-britanniques n'aient pas entrepris le mouvement décisif attendu si longtemps. Tout cela est dû au manque de munitions. Seuls, ceux qui ont vu les graphiques détaillés de ces ouvrages, peuvent en estimer la puissance.
« Une autre erreur a été de supposer que l'ennemi a considérablement réduit ses forces dans l'Ouest. Les renforts envoyés contre la Russie se composent, en outre de canons, de nouvelles recrues, renforcées par un certain nombre de troupes venant de France et des Flandres, dont les places ont été régulièrement renforcées.
« En ce qui concerne les Dardanelles, sir George Buchanan a fait l'intéressante déclaration qu'au moment où la Turquie a déclaré la guerre, la Russie a demandé à la Grande-Bretagne de faire une démonstration dans une région quelconque, afin de faire retirer du Caucase une portion des troupes russes. Dans ce but, nous avons eu recours à des détachements dans le but de permettre à la Russie d'exporter ses grains et de recevoir du matériel de guerre, la Grande-Bretagne a envoyé un grand nombre de troupes et une grande quantité de munitions dans la péninsule de Gallipoli.

Les Propositions de Paix

Les intrigues allemandes en Italie

Rome, 16 Août.

Le cardinal Gaspari, appelé d'urgence par le pape, a interrompu sa cure aux eaux de Montecatini pour se rendre à Rome. On insiste sur l'envoi d'un autographe de François-Joseph, qui complimenterait Benoît XV, à propos de son initiative en faveur de la paix. Le Pape a des lettres que le Vatican tendrait à se faire une propagande de paix.
« D'autre part, les socialistes italiens furent encouragés par les émissaires allemands établis à Lugano, à organiser un congrès international en faveur de la paix, et les Allemands y participèrent.
« Le député Morgari, secrétaire du groupe socialiste, me confirma la nouvelle en me disant que les Allemands désapprouvaient la violation de la Belgique et s'opposaient à sa restitution, mais le scandale de Cretchbry rendit les socialistes italiens méfiants.

La question de Liebknecht
Amsterdam, 16 Août.

Les presses allemandes ne commentent naturellement pas la question déposée par le député Liebknecht au sujet des intentions du gouvernement, relatives à des pourparlers de paix engagés sur la base de la reconnaissance à toute annexion. Les journaux reproduisent cette proposition avec des titres divers. Le Posten écrit : « Une courte question de Liebknecht au chancelier. Le Lokai Anzeiger écrit : Soite question.

Un manifeste autrichien
Paris, 16 Août.

La Bataille Socialiste publie le texte d'un manifeste lancé à la population ouïvrère d'Autriche par le Comité directeur du parti social-démocrate allemand de l'Autriche et le Comité de la fraction social-démocrate au Reichsrath autrichien.
« Ce document, qui constitue le pendant du manifeste publié le 23 juin dernier par le Comité directeur de la Social-Démocratie allemande, après avoir déclaré qu'« il est temps pour tout les pays belligérents de préparer la paix », se termine ainsi : « Nous exhortons le prolétariat autrichien à une persévérance croissante.

« Les rangs de nos organisations sont éclairés par de lourdes portes, des sacrifices

Une Visite à Verdun

Le correspondant particulier de la Gazette de Lausanne en France, notre confrère Georges Beaul, qui suit les opérations sur le front français, adresse à son journal l'intéressante lettre suivante sur sa visite à Verdun :

Verdun, août 1915.

Les Allemands ont annoncé si souvent que la forteresse était assiégée, bombardée, investie et prise qu'il était intéressant d'être rendu compte par soi-même de la situation actuelle de cette place forte.

Une fois de plus, nous avons longé en chemin de fer cette riante vallée de la Marne, c'est-à-dire maintenu par la formidable bataille qui s'y déroula voilà bientôt un an. J'avais vu le paysage morose, en hiver, avec la Marne débordée qui inondait des deux côtés parmi les champs et les bosquets de ses rives ; j'avais vu le paysage au printemps, lorsque les prés étaient pleins de fleurs, quand les arbres montaient leurs premières sautoises d'un vert tendre ; aujourd'hui, c'est l'été. De lourdes frondaisons couronnent les forêts et dans les champs où la moisson est déjà faite, des gerbes de blé s'élevaient sur leurs chaumes. Et les champs de bataille, la Marne coule paisible dans son lit, réfléchissant le ciel bleu. Seules les villes dévastées et ruinées, dont on entend les coups de feu lamentables par les fenêtres du wagon, ont gardé leur aspect touchant de cités mortes ; voici Pargny-sur-Saulx, Revinny et Sermailles.

Rien n'est plus simple, lorsqu'on est muni de tous les sautois nécessaires, que d'atteindre Verdun. On peut prendre à Châlons le train qui passe par Sainte-Menehould, on peut prendre à Bar-le-Duc le chemin de fer neustien, on peut prendre à pied, à cheval, en voiture ou en automobile. L'accès de cette ville assiégée depuis près d'un an est tout à fait aisé.

De Bar-le-Duc, nous avons choisi de nous rendre à Verdun en automobile par le chemin des écoliers. Le pays du Barrois a été le théâtre de combats écharvés au mois de septembre dernier. Il est intéressant d'en voir encore les traces.

À travers un beau pays, gracieusement ondulé, plein de bois, coupé d'eau vive, nous courons dans les grasses prairies, nous nous rendons à Rembercourt, petite bourgade aux trois quarts détruite qui se trouve être la limite de la marche en avant des troupes allemandes. C'est après avoir traversé le village en allant vers le Sud que, le 6 septembre, obéissant aux ordres du généralissime, les armées françaises firent face à l'ennemi. Un pontable du pays, qui promène sa mécanique en grémillant à travers les ruines, nous raconte qu'il n'a jamais quitté sa maison, qu'il a vécu dans sa cave pendant la bataille et qu'il n'a jamais vu les Allemands dont les positions se trouvaient à quelques centaines de mètres sur les hauteurs au nord de la localité.

Il y en a qui racontent, nous dit-il, qu'une patrouille ennemie est venue dans le village le 5 dans la nuit ; c'est possible, mais moi je puis vous dire une chose, c'est que je n'ai jamais vu un Boche ici...
L'Eglise « monument historique classé », nous dit avec orgueil l'indigène, est un inté-

de toute nature présent sur la population ou-

trière ; la guerre a apporté de nouvelles té-

ches, lourdes et pleines de responsabilités à

nos hommes de confiance. Nous pouvons

constater avec satisfaction que ceux-ci, hom-

mes et femmes, ont prouvé d'être à la hau-

teur des difficultés heurtées de leur tâche, et

nous avons la ferme confiance qu'ils ne

courberont plus les épaules à l'avenir, et ne

laisseront pas le drabeau.

« La guerre n'a pas été notre choix, ce

n'est pas entre nos mains que se trouvait le

destin de l'Etat. Nous n'avions pas la force

d'éviter le malheur, nous ne l'avons pas da-

vantage pour en faire seuls tourner la direc-

tion.

« Il ne nous reste plus que de persévé-

rer, restés fidèles à la cause prolétarienne et

de maintenir nos obligations jusqu'au mo-

ment où le prolétariat sera à même de con-

tinuer son œuvre d'éducation et d'émancipa-

tion. Le temps et l'avenir sont avec nous. »

L'Appel sous les Drapeaux

des omis inscrits avec la Classe 1917

Paris, 16 Août.

En outre des ajournés des classes 1913,

1914 et 1915, ainsi que des hommes réformés

entre le 2 août et le 31 décembre 1914 recon-

nus après au service, seront également

incorporés les 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16,

17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29,

30, 31 août, l'ennemi a prononcé une offen-

sivement pacifique des ressources de la

Chine et des intérêts internationaux qui y

« Le président du Conseil a conclu : « Le

gouvernement continuera de mériter la confi-

ance et du peuple japonais et des peuples

étrangers. »

L'Action russe

Communiqué officiel russe

Pétrograde, 16 Août.

L'Etat-major du généralissime fait le

communiqué officiel suivant :

Dans la région de Riga, on ne signale

pas de changements dans les directions

de Javobstadt et de Dvinsk. Les combats

des 13 et 14 août sont devenus plus

intenses.

Sur le front, entre la Narwa et le Bug,

nous avons repoussé avec succès les

attaques opiniâtres des Allemands.

Sur la rive gauche du Bug, les 14 et

15 août, l'ennemi a prononcé une offen-

sive accentuée contre nos positions le

long de la voie ferrée de Siedlec à Lou-

kow. Nous avons arrêté ce mouvement,

et nous avons fait prisonniers, le

14 août, 800 Austro-Allemands, et nous

sommes emparés de quelques mit-

railleuses.

A Novo-Georgievsk, l'ennemi a bom-

bardé les fortifications avec des canons

de gros calibre et a fait une série d'atta-

LA GUERRE EN ORIENT

POUR L'ENTENTE BALKANIQUE

Amsterdam, 16 Août.

On télégraphie de Sofia à la Gazette

de Voss : « La note de la Quadruple-Entente est

tenue secrète. »

On se demandait convaincu que le

gouvernement bulgare a reçu satisfac-

tion pour beaucoup de ses exigences.

LE ROLE DE L'ITALIE

Pourparlers diplomatiques

Turin, 16 Août.

Aujourd'hui lundi, rentreront à Rome

après avoir été à Sofia et Bucarest, les ministres

actuellement absents. Dans la journée de

samedi, il y eut un échange très actif de

communications entre les chanceries de la

Quadruple-Entente.

Le ministre des Affaires Etrangères a reçu

des communications très importantes de

l'ambassadeur d'Italie à Londres, relative-

ment à l'entretien qu'il eut avec Sir Edward

Grey.

Très actives aussi ont été les communi-

cations du baron Sonnino avec les légations

italiennes d'Athènes, Sofia et Bucarest.

Dans les sphères compétentes, règne tou-

jours un optimisme relatif au sujet de l'orien-

tation des Balkaniques en faveur de la Qua-

druple-Entente. Le dernier mot de la Grèce

Comment s'alarme aujourd'hui devant la

démarche des puissances amies qui ont

donné tant de preuves de leur amitié qui ont

toiyournement de ce fait, lorsque le produit

démarche même prouve leur désir de voir

les rapports balkaniques s'arranger défini-

tivement pour le bien commun des pays et des

peuples balkaniques.

« Si se trouvait quelque erreur dans les

détails, on saura qui devra attirer l'attention

sur ces erreurs éventuelles, et à qui on devra

pour le bien, le sejour à leurs fermes et

graux, 600 francs par wagon ; pour l'avoine,

100 francs ; pour les fèves et les haricots,

100 francs ; pour le maïs et sa farine, 400 fr. ;

pour les pois, haricots, lentilles et autres

légumineuses, 90 francs ; pour le lin, le colza

et autres oléagineux, 1.000 francs ; pour les

huiles de lin et de colza, 1.000 francs.

Pour le blé, le sejour à leurs fermes et

graux, 600 francs par wagon ; pour l'avoine,

100 francs ; pour les fèves et les haricots,

100 francs ; pour le maïs et sa farine, 400 fr. ;

pour les pois, haricots, lentilles et autres

légumineuses, 90 francs ; pour le lin, le colza

et autres oléagineux, 1.000 francs ; pour les

huiles de lin et de colza, 1.000 francs.

Pour le blé, le sejour à leurs fermes et

graux, 600 francs par wagon ; pour l'avoine,

100 francs ; pour les fèves et les haricots,

100 francs ; pour le maïs et sa farine, 400 fr. ;

La ville de Cologne a demandé au Conseil

fédéral allemand de prendre les mesures sui-

vantes : établissement d'un prix maximum

pour une heure, interdiction de battre la cré-

me, établissement d'un prix de gros pour les

dépenses alimentaires et les céréales, établis-

sement d'un prix maximum pour les légumes,

réglementation de la vente des pommes de

terre. Déjà en effet les spéculateurs acca-

parent les pommes de terre et les récoltes

nouvelles.

L'Italie en Guerre

Les crédits pour la Marine en Italie

Rome, 16 Août.

La Gazzetta Ufficiale publie un décret qui

accorde au ministère de la Marine un nou-

veau crédit de 83.265.000 lire, pour faire face

aux dépenses pour la guerre.

L'appel de la classe

de 19 ans en Italie

Rome, 16 Août.

Le Giornale Militaire Ufficiale publie une

circulaire ministérielle relative à l'appel de

la classe 1896 et à la révision des réformés

des classes 1892, 1893 et 1894.

L'appel de la classe 1896 commencera le

1er septembre 1915.

Les opérations de recrutement devront être

terminées le 20 novembre. Les réformés des

classes 1892, 1893 et 1894 devront être exami-

nés par les Conseils de révision avant cette

derniers, de nombreuses arrestations. On ex-

coûté de nombreuses perquisitions à domicile,

on saisit des papiers, on supprima des jour-

naux, on ferma des cercles, mais l'agita-

tion continue. Elle gagne peu à peu les clas-

ses populaires.

L'inquiétude est grande à Vienne.

Les ravages du choléra

Amsterdam, 16 Août.

La province de Bukovine est actuellement

ébranlée par une forte recrudescence de

choléra. Des villages entiers sont dévastés

par l'épidémie. Les médecins ont des difficul-

tés à donner les soins les plus élémentaires.

Zurich, 16 Août.

Le nombre des nouveaux cas de choléra

siccatif au Canton de Schwyz, qui le bulletin

publié hier fait monter le nombre à environ

cinq cents.

Les Pays neutres

Le trust suisse des importations

Berne, 16 Août.

Le Bund écrit à propos du trust des impor-

tations :

« L'Allemagne prétend avoir le droit de

vendre à la Suisse ses produits aux condi-

tions qui lui plaisent. Elle prétend notam-

ment conditionner l'exportation du charbon

indispensable à l'industrie et aux chemins

de fer suisses, en compensation de marchan-

dises que nous ne pouvons tirer que de pays

Les Etats-Unis et la Guerre

Les Munitions américaines aux Alliés

Washington, 16 Août.

Dans la longue note qu'il a envoyée le 12

août en réponse à la communication autrichienne

sur l'exportation des munitions aux alliés,

M. Lansing dit :

« Nous sommes convaincus que la sécurité

Les Etats-Unis et la Guerre

La réponse à la protestation autrichienne

Washington, 16 Août.

Dans la longue note qu'il a envoyée le 12

août en réponse à la communication autrichienne

sur l'exportation des munitions aux alliés,

M. Lansing dit :

« Nous sommes convaincus que la sécurité

LE ROLE DE L'ITALIE

Pourparlers diplomatiques

Turin, 16 Août.

Aujourd'hui lundi, rentreront à Rome

après avoir été à Sofia et Bucarest, les ministres

actuellement absents. Dans la journée de

samedi, il y eut un échange très actif de

communications entre les chanceries de la

En Roumanie

L'exportation des céréales

Bucarest, 16 Août.

Le Conseil des ministres a approuvé le rap-

port des ministres des Finances et des Tra-

vaites Publiques, sur la levée de la prohibition

de l'exportation de certaines céréales, plantes

fourragères et oléagineuses. Les taxes spéci-

Dans le Trentin

Dans le Trentin, la désolation est extrême.

La vie est complètement suspendue. Les

différentes villes ravagées de blessés alle-

mands, hongrois et allemands.

Trento est occupée par un nombre consi-

dérable de soldats, parmi les quels on remar-

que beaucoup d'officiers allemands. On con-

tinuer son œuvre d'éducation et d'émancipa-

tion. Le temps et l'avenir sont avec nous. »

La Gazette de Voss :

Le déparlement de l'Intérieur en Allema-

« Et la Belgique ? » Je n'ai pu que répondre

« Et la Belgique ? » Je n'ai pu que répondre

« Et la Belgique ? » Je n'ai pu que répondre

« Et la Belgique ? » Je n'ai pu que répondre

« Et la Belgique ? » Je n'ai pu que répondre

« Et la Belgique ? » Je n'ai pu que répondre

« Et la Belgique ? » Je n'ai pu que répondre

« Et la Belgique ? » Je n'ai pu que répondre

Une Lettre de M. Th. Mante

Nous recevons de M. Théodore Mante la lettre suivante :
Paris, le 14 Août 1915.

Monsieur le Directeur du Petit Provençal, Monsieur le Directeur,

En réponse à l'article me concernant que vous avez publié dans le Petit Provençal du 12 courant, je ne permets de croire, faisant appel à votre impartialité et à votre esprit d'équité, que vous ne m'avez pas dû insérer la lettre que je vous adresse.

La Cour a cru devoir juger que la Société Provençale de Charbons, Cokes et Briquettes n'était pas le véritable propriétaire de son capital, mais que ce capital appartenait à ses fondateurs, c'est-à-dire à moi-même et à ses collaborateurs.

Personne au monde ne peut me faire un grief d'avoir agi ainsi, dans la mesure où j'ai pu être aidé, par l'apport des charbons allemands qui ont largement contribué à la commodité de la navigation et de l'industrie.

Alexis que peut-on me reprocher ? De n'avoir pas fait connaître la situation exacte de la Société que je présidais ou des conditions dans lesquelles je me trouvais vis-à-vis d'elle ?

Le sujet, j'oppose un démenti formel. J'affirme que j'ai proposé, au Parquet de Marseille et par deux fois, la liquidation de la Société et que cette solution fut écartée.

J'affirme que le Parquet de Marseille a eu connaissance par des notes écrites et signées par moi et remises les 20 et 23 octobre de toute la situation exacte de la Société, de son capital, de son actif et de ses dettes.

J'affirme avoir déclaré par écrit dans ces notes au Procureur de la République que les actions dont j'étais propriétaire jouissaient d'une garantie d'intérêt de 6 % et étaient soumises à une faculté de rachat pour moi-même et de rachat pour le Groupe allemand.

J'affirme que c'est après que le Parquet a été informé des faits relatifs à la situation de la Société que j'ai transféré l'administration de la Société de Charbons, Cokes et Briquettes en Société Provençale de Charbons, Cokes et Briquettes par une augmentation de capital au moyen d'une souscription de 400.000 francs par mes amis et moi-même en vue de consolider le maintien d'une majorité française.

J'affirme, en un mot, que dans cette affaire, le Parquet n'a rien ignoré de la situation et que je n'ai rien fait de dissimulé.

Qu'on ne puisse me reprocher de ne pas avoir été plus franc, cela n'est pas de moi. C'est à lui, Monsieur le Directeur, à faire que tout le monde ne se trompe pas sur ce point.

Comme preuves de ce que j'avance, je remets à Monsieur le Directeur, en vous priant toutes les pièces qui justifient mes affirmations.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.
TH. MANTE.

Si un journal est, pour certains, une tribune, il ne saurait être pour d'autres un tribunal et encore moins une Cour de Cassation. M. Théodore Mante nous permettra donc de ne pas juger à notre tour et en dernier ressort un procès, qui, d'ailleurs, fut en de trop bonnes mains à la Cour d'Aix pour que nous ayons la prétention d'y changer quelque chose.

La lettre de M. Mante tend, en effet, à discuter la chose jugée ; nous ne saurions participer à cette discussion qui a le tort évident d'arriver trop tard.

Et si nous n'avons pas à apprécier, juridiquement parlant, la conduite de M. Th. Mante — laissant de côté, à ce point de vue, la question de savoir s'il a le droit ou non de se représenter à l'Assemblée — nous nous bornons à constater l'attitude du Parquet, M. le Procureur de la République, mis en cause par M. Mante, s'aurait bien, le cas échéant et s'il le juge utile, se défendre lui-même.

Pour nous, l'affaire Mante se résume et se limite aujourd'hui à deux points de vue : l'un, à savoir si nous avons le droit de rechercher et d'obtenir la liquidation de l'Administration de la Société Provençale de Charbons, Cokes et Briquettes tombée sous le coup de la loi du 4 avril 1915. Et, sur ce point, que M. Mante, qui eut pour les Allemands un faible désir d'indépendance et de liberté, n'ait pas voulu nous autoriser à penser et à dire qu'il n'y a pas qu'à Berlin qu'il existe des juges. Il en resta encore en notre beau pays de France, qui continuent la fièvre traditionnelle de rendre ce des arbitres et non des services.

AUX OUVRIERS METALLURGISTES

La Loi Dalbiez

La Bourse du Travail nous communique : Les camarades métallurgistes de toutes spécialités employés dans les établissements qui travaillent pour le compte du gouvernement (matériel de guerre et munitions) sont informés :

1° Que le Comité de défense des ouvriers métallurgistes fonctionne régulièrement sous les auspices de la Bourse du Travail, et que, sur la permanence tous les jours, à 7 heures du soir, à la Bourse du Travail, salle Pellouret.

2° Qu'il est de leur devoir d'apporter tout leur concours au Comité pour veiller à l'application de la loi Dalbiez, qui vient d'être adoptée par le Parlement.

Dans ce dernier but, ils sont invités à se renseigner exactement dans leurs ateliers respectifs, sur les hommes mobilisés qui travaillent à la fabrication du matériel de guerre et des munitions, à l'effet de fournir au Comité les non professionnels qui n'ont pas au moins un an d'exercice dans le métier pour lequel ils sont mobilisés.

Il est extrêmement recommandé d'être précis et de donner que des renseignements sûrs, de sorte que la corporation puisse, en veillant à l'application de la loi, faciliter l'œuvre du gouvernement par une production intensive et irréprochable des munitions de guerre, ce qui nous aidera, dans une large mesure, pour obtenir la victoire contre l'ennemi. — Le Secrétaire de la Bourse du Travail : B. OLLIVIER.

Chronique Locale

Chambre des Appels Correctionnels. — Dans son audience de vacations d'hier matin, présidée par M. Chamblard, la Chambre des Appels Correctionnels a prononcé les condamnations suivantes : Bernard, un mois de prison pour vol ; Pecciotti, huit mois de prison pour infraction à un arrêté d'expulsion ; Muret, six mois de prison pour vol ; Catina, trois mois de prison pour vagabondage et coups et blessures ; Escobar, quatre mois de prison pour vol et infraction à un arrêté d'expulsion ; Maltesi, quatre mois de prison pour coups et blessures ; et quatre mois de prison, avec sursis, pour vol.

Les vols à la tire. — M. Auguste Lacroix, propriétaire à Sidi-Bel-Abbès, de passage à Marseille, gardera un souvenir fâcheux du court séjour qu'il vient de faire dans notre ville. Il faisait une promenade en tramway lorsque, arrivé à destination, il constata que pendant le voyage un habitué de la ligne lui avait enlevé son portefeuille contenant 350 francs. M. Lacroix a porté plainte à la Permanence centrale et a été reçu par le commissaire de service, qui a été le faire saisir.

Au feu !... — A la suite d'un court-circuit, le feu se déclarait, hier, vers 1 heure de l'après-midi, dans un magasin appartenant à un habitant de la rue de la République, à l'angle de la rue de la République. Les dégâts sont insignifiants.

Autour de Marseille

AUBAGNE. — Capture de chiens errants. — Il a été tué au cours de la semaine dernière, sur la voie publique, 25 chiens errants.

Marché aux porcs. — Les porcs arrivés en gare d'Aubagne ont été vendus à des prix variant de 25 à 30 fr.

MM. le préfet, Fournier et Reuve ont rencontré hier à tour sa longue et laborieuse carrière administrative pour et fait son accueil nous nous associant de tout cœur.

Le Conseil général maintient les pouvoirs à son bureau. M. Vigne, président ; Fabre, vice-président ; Négre, délégué. Les secrétaires, MM. Claude, Maurice Moutet, sont maintenus secrétaires.

Toutes les affaires portées au bureau des Commissions ont été envoyées aux Commissions compétentes.

M. Reute pose au préfet une question relative aux embuscades. Le préfet ne pouvant répondre, la question sera transformée en réquisitoire.

M. Moutet dépose son rapport concernant le choix d'un établissement pour les tuberculeux. Renvoyé à la Commission.

M. Belp présente un vœu tendant au maintien de la loi sur le surage. (Adopté.)

M. Guiré émet le vœu tendant à ce que les chevaux qui sont employés dans les services de l'armée, soient répartis dans les départements proportionnellement aux réquisitions qui leur ont été faites. (Adopté.)

La séance publique a été close à 3 heures et demie et les membres de l'Assemblée se réunissent dans leurs Commissions.

Séance publique aujourd'hui à 2 heures.

Marseille et la Guerre

Morts au champ d'honneur. Au nombre de nos concitoyens glorieusement tombés pour la défense de la Patrie, nous devons citer aujourd'hui les noms :

De M. Auguste Lang, du 2^e régiment de fusiliers marins, tué à l'ennemi le 4 juillet, à l'âge de 30 ans.

De M. André Paoletti, élève du Lycée de Marseille, soldat au 11^e d'infanterie, tué à l'ennemi à l'âge de 20 ans.

De M. Fernand Boulière, de Saint-Jules-Léonard, soldat au 2^e bataillon de chasseurs alpins, tué à l'ennemi le 16 juin, à l'âge de 21 ans.

Le Petit Provençal partage l'affliction des familles si cruellement éprouvées et les prie d'exprimer ses bien vives condoléances.

Pour le travail à domicile. Ce soir et tous les soirs, de 6 à 7 heures, permanence du Syndicat des ouvrières des industries du vêtement, salle 18, à la Bourse du Travail. Adhésions au Syndicat ; perception des cotisations ; réclamations d'ordre professionnel ; divers.

Les Conseils Généraux

Clermont-Ferrand, 16 Août.

En ouvrant la session du Conseil général du Puy-de-Dôme, M. Clément a prononcé un discours dans lequel nous extrayons le passage suivant :

« Pour l'indépendance et pour la liberté des peuples, pour l'existence même de notre pays, nous soutenons depuis un an la lutte la plus héroïque, la plus noble, la plus humaine. Toutes nos volontés, toutes nos énergies sont tendues vers un seul but : la victoire. Cette victoire, qui sera celle du monde civilisé, nous la conquerrons grâce aux efforts de nos valeureux alliés, grâce à la prodigieuse ténacité de notre vaillante armée, dont l'histoire restera comme la plus belle époque de l'humanité. Nous la conquerrons grâce à nos héros, à nos soldats, à nos braves, à nos vaillants défenseurs, à nos héros, à nos soldats, à nos braves, à nos vaillants défenseurs, à nos héros, à nos soldats, à nos braves, à nos vaillants défenseurs... »

« Dans cette œuvre, les Commissions parlementaires ont eu, depuis sept mois, une très large part, écartant toutes préoccupations personnelles, toute arrière-pensée politique, évitant de faire ralentir la tribune de discussions qu'intéressait l'état de guerre. Elles ont pris part à l'action, elles ont, par des décisions, par des suggestions, travaillé ardemment à l'œuvre de la Défense Nationale. La paix signée après la victoire, le compte rendu de leurs travaux quotidiens sera publié, nous le espérons, sous peu de jours. Jusque-là, nous continuerons à travailler en silence, nous continuerons à aider le Gouvernement par une collaboration à augmenter chaque jour davantage la puissance matérielle de notre armée, et à hâter ainsi l'heure de la délivrance de la patrie et du triomphe de ses armées. »

Montauban, 16 Août.

Le Conseil général a réuni à l'unanimité le président M. de Selves, sénateur, ancien ministre. En prononçant son discours, M. de Selves parlant de la guerre, a dit : « Une formidable et noble lutte s'est engagée entre le droit et le mal. Notre volonté inflexible est plus forte, plus éraillée que jamais dans nos âmes. Il est vain pour nos ennemis d'écarter de nos esprits les idées de la victoire. Nous saurons nous préparer à la soutenir et à la rendre victorieuse d'un cœur ferme et toujours confiant. Sauvons bien nos jeunes héros tombés pour la patrie, adresses-leur nos condoléances, assurez-leur nos prières et sans reproche, l'assurance de notre dévouement sans limite. »

Châteauroux, 16 Août.

Sur la proposition de M. Dumont, député, et de M. Patru, sénateur, le Conseil général a adopté à l'unanimité l'adresse suivante :

« Le Conseil général de l'Indre adresse ses sentiments de vive reconnaissance au gouvernement français qui, au cours de cette année, a supprimé l'offensive allemande et préparé notre succès de demain. Le Conseil exprime sa confiance absolue dans le gouvernement français et tous les Français à se grouper autour de lui pour dominer les événements, et donner à l'armée, dans ces circonstances particulièrement difficiles, grâce à leur effort maximum, tout ce qui est nécessaire pour imposer notre volonté à l'ennemi et assurer le triomphe de la justice et du droit. »

Limoges, 16 Août.

A l'ouverture de la séance du Conseil général, le président, M. Roux, a rappelé l'œuvre de défense nationale votée, il y a un an, dans un sentiment de solidarité nationale, de confiance et d'union et a ajouté : « Nous sommes honorés par les actes de votre confiance et de votre reconnaissance, et à nos glorieux morts nous saluons respectueux et émus. »

Les paroles de M. Roux ont été saluées d'applaudissements unanimes.

Epinal, 16 Août.

La session du Conseil général des Vosges s'est ouverte cet après-midi à deux heures. L'adresse suivante a été votée à l'unanimité :

« Le Conseil général, au moment de commencer ses travaux, envoie à l'armée le témoignage de son admiration et de sa reconnaissance pour la vaillance, le courage et l'endurance que nos héros combattants déploient sous la direction de leurs chefs émérites. Nous avons confiance dans le triomphe final et dans l'union sacrée, qui n'a cessé de guider tous les actes de notre gouvernement et de notre nation, et nous sommes persuadés que de la collaboration effective du Parlement, du gouvernement et du commandement militaire naîtront les ressources indispensables à notre armée pour assurer la victoire finale. »

LA CRISE GRECQUE

Battu à la Chambre le Ministère démissionnaire

La séance de la Chambre

Un Héros de 16 ans reçoit la Médaille Militaire

Le Crime d'une Alsacienne

La Répercussion de la Guerre dans les Régions arctiques

Les Américains dans les rangs canadiens

La Résistance russe

Le Sort de la Pologne

Les Austro-Allemands contre l'autonomie

L'Allemagne a besoin de Soldats

L'entrevue du baron Burián et du chancelier allemand

COMMUNICATIONS

Section des peintes en bâtiment. — Les ouvriers peintres en bâtiment ont tenu leur assemblée générale à la permanence du Syndicat du bâtiment, Bourse du Travail, salle 6, de 8 heures 30 à 7 heures 30, pour de l'embacque prochaine.

Les Dernières Dépêches de la Guerre

COMMUNIQUE OFFICIEL

Paris, 16 Août.

Le gouvernement fait, à 23 heures, le communiqué officiel suivant :

Molente lutte d'artillerie pendant toute la journée sur un grand nombre de points du front.

Nos batteries ont causé à l'ennemi des pertes sensibles dans la région de Quennevières et arrêté son bombardement.

Sur le plateau de Nouvron, elles ont sérieusement endommagé les travaux allemands au nord de Godat (entre Berry-au-Bac et Loire).

L'ennemi ayant encore envoyé des obus sur Saint-Dié, nous avons tiré sur les gazomètres de Sainte-Marie-aux-Mines, qui ont fait explosion.

Un autre tir de représailles a déterminé l'incendie d'une fabrique allemande à l'est de Munster.

Toulouse, 16 Août.

Le préfet de la Haute-Garonne vient de prendre un arrêté invitant formellement les maires du département à prendre également des arrêtés sévères afin de surveiller les marchés d'approvisionnement et éviter l'écoulement au détriment des habitants, de l'intérieur général du pays et de la défense nationale.

L'Italie en Guerre

Battu à la Chambre le Ministère démissionnaire

La séance de la Chambre

Un Héros de 16 ans reçoit la Médaille Militaire

Le Crime d'une Alsacienne

La Répercussion de la Guerre dans les Régions arctiques

Les Américains dans les rangs canadiens

La Résistance russe

Le Sort de la Pologne

Les Austro-Allemands contre l'autonomie

L'Allemagne a besoin de Soldats

L'entrevue du baron Burián et du chancelier allemand

COMMUNICATIONS

Section des peintes en bâtiment. — Les ouvriers peintres en bâtiment ont tenu leur assemblée générale à la permanence du Syndicat du bâtiment, Bourse du Travail, salle 6, de 8 heures 30 à 7 heures 30, pour de l'embacque prochaine.

Le nouveau roi

Londres, 16 Août.

On s'attend à la prochaine proclamation de l'archiduc Charles-Etienne comme roi de Pologne. La presse autrichienne a annoncé, il y a quelques jours, que l'Allemagne et l'Autriche étaient d'accord sur ce choix. La cérémonie du couronnement aura lieu à la cathédrale de Varsovie, près du château royal.

Raid d'un Sous-Marin allemand en Angleterre

Londres, 1, Août (officiel).

Ce matin, entre 4 heures 30 et 5 heures, un sous-marin allemand a lancé plusieurs obus contre Barton, Harrington, Whitehaven, sans causer de dégâts appréciables. Quelques obus frappèrent le remblai de chemin de fer Nord de Barton.

La circulation des trains ne subit qu'un léger retard.

Quelques incendies éclatèrent à Whitehaven et à Harrington ; ils furent promptement éteints. On ne signale aucune victime.

« L'Homme Enchaîné » saisi et suspendu

Paris, 16 Août.

Le journal *L'Homme Enchaîné*, dirigé par M. Clemenceau, a été saisi à l'imprimerie dans la nuit de dimanche à lundi et suspendu pour une durée de quatre jours. Il paraîtra samedi matin.

Les Commandes de Munitions au Canada

Ottawa, 16 Août.

On annonce officiellement que les commandes de munitions passées au Canada par le gouvernement anglais, exécutées ou en cours, se montent à quarante-six millions de livres sterling.

Des Bombes étaient enterrées dans un Faubourg de Lisbonne

Lisbonne, 16 Août.

En travaillant dans un faubourg de Lisbonne, un ouvrier découvrit une bombe qui explosa, le blessant gravement. La police découvrit un grand nombre de bombes qui étaient enterrées au même endroit.

Collision de Trains à Perpignan

Perpignan, 16 Août.

Au passage à niveau de la route d'Espadon, près de Perpignan, un train en manœuvre, venant de la gare de Perpignan, et rentrant au dépôt, a été pris en écharpe par un train de marchandises sortant du dépôt et allant sur Narbonne.

Deux soldats d'infanterie convoyant un wagon-réservoir de vin à destination de Brest, gny-sur-Orge, se trouvaient avec trois employés de la Compagnie, dans le fourgon accroché après le tender. L'un a été tué et le second grièvement blessé. Le chauffeur a la jambe fracturée, le chef de train et deux hommes d'équipe sont légèrement contusionnés. Les dégâts matériels sont importants.

UN MORT, CINQ BLESSES DÉGÂTS MATÉRIELS IMPORTANTS

Perpignan, 16 Août.

Au passage à niveau de la route d'Espadon, près de Perpignan, un train en manœuvre, venant de la gare de Perpignan, et rentrant au dépôt, a été pris en écharpe par un train de marchandises sortant du dépôt et allant sur Narbonne.

Deux soldats d'infanterie convoyant un wagon-réservoir de vin à destination de Brest, gny-sur-Orge, se trouvaient avec trois employés de la Compagnie, dans le fourgon accroché après le tender. L'un a été tué et le second grièvement blessé. Le chauffeur a la jambe fracturée, le chef de train et deux hommes d'équipe sont légèrement contusionnés. Les dégâts matériels sont importants.

DOULEURS dans le DOS PILULES FOSTER

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

Sans rival pour : douleurs dans le dos et les jambes, courbatures, maux de têtes, rhumatismes, névralgies, migraines, etc.

La Loi Dalbiez

Le Journal Officiel promulgue aujourd'hui la loi Dalbiez votée par la Chambre et par le Sénat. En voici le texte :

Les fonctionnaires et agents des services publics

Article premier. — Les hommes qui, en vertu de l'article 42 de la loi du 21 mars 1905, sont autorisés à ne pas rejoindre leur corps immédiatement ou sont mis à la disposition des ministères de la Guerre ou de la Marine, ainsi que ceux placés en sursis d'appel pour le service des administrations publiques (Etat, départements, communes), seront, s'ils n'appartiennent pas au service auxiliaire ou à la réserve de l'armée territoriale, incorporés après avoir été remplacés conformément aux dispositions de l'article 2 ci-dessus. Si leur remplacement est de nature à entraver le fonctionnement des services, ils pourront être maintenus à leur poste par une décision motivée du ministre de la Guerre sur la proposition du ministre compétent.

Art. 2. — Dans les administrations, établissements et services publics, il sera pourvu au remplacement temporaire des fonctionnaires, agents ou sous-agents incorporés, de préférence :

1° Par des fonctionnaires, agents ou sous-agents retraités qui pourront, sur leur demande et s'ils sont reconnus aptes, être rappelés à l'activité pour la durée de la guerre ;

2° Par des militaires mutilés ou réformés pendant la guerre qui pourront, sur leur demande et après examen d'aptitude, être admis à des emplois compatibles avec leurs infirmités ;

3° Par leurs femmes, mères, filles ou sœurs ou, à défaut par des femmes, mères, filles ou sœurs de militaires tués ou blessés pendant la guerre.

Les hommes du service auxiliaire

Art. 3. — A partir de la promulgation de la présente loi, tous les hommes des classes mobilisées ou mobilisables, classés ou versés dans le service auxiliaire, ainsi que ceux placés en sursis d'appel, devront être, trois mois après la décision qui a prononcé leur affectation ou leur réforme, examinés par la Commission spéciale de réforme. Les hommes du service auxiliaire ou de la réserve de l'armée territoriale, examinés par la Commission spéciale de réforme, dans le délai d'un mois à partir de la promulgation de la présente loi, pour tous les hommes dont l'affectation au service auxiliaire ou la réforme est antérieure d'au moins trois mois à cette promulgation.

Seront également présentés à la Commission spéciale de réforme les hommes du service armé qui seront proposés par les médecins chefs de service comme susceptibles d'être versés dans le service auxiliaire.

Ne pourront faire partie de la Commission spéciale de réforme ni assister à quelque titre que ce soit, les médecins exerçant ou ayant exercé habituellement leur profession dans la subdivision ou dans les subdivisions militaires.

Ceux des hommes qui seront reconnus aptes au service armé suivront le sort de leur classe ; ceux qui ne le seront pas seront classés dans le service auxiliaire.

Ceux qui seront maintenus ou classés dans le service auxiliaire seront employés selon les besoins de l'armée et conformément à leurs aptitudes.

En cas de maintien de l'affectation au service auxiliaire ou de la position de réforme, la décision de la Commission spéciale de réforme sera définitive, sous réserve en ce qui concerne les hommes maintenus dans le service auxiliaire, de l'exercice des droits conférés aux chefs de corps et de service, et aux commandants en dépôt, par le paragraphe 9 du présent article.

Sont dispensés de l'examen prescrit au premier alinéa du présent article :

1° Les hommes classés ou versés dans le

service auxiliaire et ceux placés dans la position de réforme par 2 ou de réforme temporaire, qui antérieurement à la promulgation de la présente loi, ont déjà été affectés contre-visés, soit par le Conseil de révision, soit par la Commission spéciale de réforme, soit par la Commission des trois médecins instituée par l'instruction ministérielle du 14 novembre 1914 ;

2° Les hommes qui, précédemment exemptés ou réformés, ont été classés dans les services auxiliaires, soit par le Conseil de révision, soit par la Commission spéciale de réforme, à la suite de l'examen qu'ils ont subi, en application du décret du 9 septembre 1914 ou de la loi du 6 avril 1915 ;

3° D'une manière générale, les hommes qui, depuis la mobilisation ont été examinés par un Conseil de révision et par une Commission spéciale de réforme, ou par deux commissions spéciales de réforme, si la dernière décision dont ils ont été l'objet les a classés ou maintenus dans le service auxiliaire ou dans la position de réforme.

A tout moment, les chefs de corps de service et les commandants en dépôt pourront, après avis motivé du médecin chef de service, présenter à la Commission spéciale de réforme, pour être versés dans le service armé, les hommes incorporés du service auxiliaire qui leur paraîtront susceptibles d'être versés dans le service armé.

Les hommes du service armé déclarés inaptes ne pourront être maintenus dans cette situation pendant plus de deux mois sans être examinés par la Commission spéciale de réforme. Cette Commission, outre ses attributions de droit, aura qualité pour décider si les hommes dont il s'agit sont ou non inaptes à faire campagne. Dans le cas où elle prononcera l'inaptitude, cette situation ne pourra se prolonger pendant plus de deux mois sans un nouvel examen par ladite Commission.

Engagements pour emplois spéciaux

Art. 4. — Les exemptés ou réformés ainsi que les hommes dégagés par leur âge de toute obligation militaire sont autorisés à contracter avec les services de l'armée, en vue de mesure des besoins, pour la durée de la guerre, et après vérification d'aptitude, un engagement spécial pour un emploi à leur choix.

Art. 5. Les gradés et hommes de troupe du service armé placés :

1° Dans des emplois sédentaires, soit dans la zone de l'intérieur, soit dans la zone des armées ;

2° Dans les services automobiles de l'intérieur, seront remplacés sous les mêmes réserves que l'article premier :

a) Par des gradés et hommes de troupe contractant un engagement volontaire conformément aux dispositions de l'article 4, ou se trouvant dans les conditions prévues par ledit article, ont été autorisés à contracter un engagement volontaire antérieurement à la promulgation de la présente loi ;

b) Par des hommes du service auxiliaire et de ceux des réservistes territoriaux ou des territoriaux, en commençant par les plus âgés, les plus nombreux et les plus anciens.

Les ouvriers des usines

Art. 6. — Le ministre de la Guerre est autorisé à affecter aux établissements, usines et exploitations travaillant pour la Défense Nationale les hommes appartenant à l'un des classes mobilisées ou mobilisables, chefs d'industrie, ingénieurs, chefs de fabrication, contremaîtres, ouvriers, et qui justifieront avoir, pendant un an au moins, exercé leur profession, soit dans lesdits établissements, usines et exploitations, soit dans des établissements, usines et exploitations similaires. Pour les exploitations houillères, le délai d'un an est réduit à six mois.

Les hommes remplissant les conditions ci-dessus devront remettre à l'autorité militaire une déclaration signée par eux, indiquant :

1° Elle s'obligera à rester là, telle une borne, assise dans l'embrasure de la fenêtre, un menu ouvrage à la main, lui servant de prétexte, et, tandis qu'elle coupait des bandes de linges ou effiloitchait de la charpie, les regards au moment de la promulgation de la présente loi, ne pourront y être maintenus sous aucun prétexte.

Inspection dans les formations sanitaires

Art. 9. — Une inspection sera faite tous les

trois mois par un contrôleur général de l'armée assisté d'un officier et d'un médecin militaire délégués par le ministre de la Guerre, tous deux choisis en dehors de la région, dans les formations sanitaires et services de toute nature, à l'effet de renvoyer dans les armées les gradés et hommes de troupe aptes à faire campagne, qui se trouveraient indûment ou au surcroît des besoins dans lesdits services ou formations.

A titre transitoire, les hommes qui, sans satisfaire aux conditions déterminées par le paragraphe premier, sont présentement détachés dans les établissements, usines et exploitations travaillant pour la défense nationale, pourront être maintenus si, dans le délai de deux mois au plus, une commission qui sera instituée dans chaque région, composée en nombre égal de membres patrons et de membres ouvriers, présidée par un délégué du ministre de la Guerre ou du ministre de la Marine, a donné à ce maintien un avis favorable.

Pour les exploitations houillères, la Commission constituée au siège de chaque mine sera présidée par l'ingénieur en chef des mines ou son délégué. Elle sera composée de représentants des patrons et d'ouvriers mineurs. Le délégué mineur ou son suppléant en fera partie de droit.

En ce qui concerne les mineurs des régions non houillères, l'avis sera émis par la Commission militaire des mines, à laquelle seront adjoints un membre ouvrier et un membre patron.

Les hommes visés au paragraphe ci-dessus demeureront à la disposition du ministre de la Guerre.

Ils seront placés dans les conditions et soumis aux obligations prévues par les paragraphes 3 et 6 de l'article 42 de la loi du 21 mars 1905. En ce qui concerne leurs salaires, le décret du 10 août 1904 sur les conditions du travail dans les mines passées au nom de l'Etat sera applicable de plein droit.

Contre les énonciations fausses

Art. 7. — Ceux qui auront fait figurer des énonciations fausses dans la déclaration prévue dans le deuxième paragraphe de l'article 6 de la présente loi, ou ceux qui, d'une manière quelconque, auront trompé ou tenté de tromper l'autorité sur leur véritable qualité, profession ou aptitude et ainsi obtenu ou tenté d'obtenir, fait maintenir ou tenté de faire maintenir soit leur mise en sursis d'appel, soit leur affectation dans un établissement militaire ou dans une usine ou entreprise privée travaillant pour l'armée, les chefs d'établissement, d'usine et d'entreprise, ainsi que les employés et travailleurs que ceux exécutés en vue de la Défense nationale les hommes affectés dans de tels établissements, usines et exploitations, seront poursuivis dans les mêmes conditions comme complices et punis des mêmes peines.

Tout chef de service dans l'ordre administratif ou militaire, tout directeur d'usine ou d'entreprise, ainsi que les employés et travailleurs qui auront obtenu en vue de la guerre et punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de cinq cents francs à cinq mille francs (500 fr. à 5.000 fr.)

Les départs pour le front

Art. 8. — Les gradés et hommes de troupe de l'armée active ou de sa réserve, aptes à faire campagne, qui n'ont pas été sur le front depuis le début de la campagne, présents dans les dépôts au moment de la promulgation de la présente loi, ne pourront y être maintenus sous aucun prétexte.

L'inspection dans les formations sanitaires

Art. 9. — Une inspection sera faite tous les

trois mois par un contrôleur général de l'armée assisté d'un officier et d'un médecin militaire délégués par le ministre de la Guerre, tous deux choisis en dehors de la région, dans les formations sanitaires et services de toute nature, à l'effet de renvoyer dans les armées les gradés et hommes de troupe aptes à faire campagne, qui se trouveraient indûment ou au surcroît des besoins dans lesdits services ou formations.

A titre transitoire, les hommes qui, sans satisfaire aux conditions déterminées par le paragraphe premier, sont présentement détachés dans les établissements, usines et exploitations travaillant pour la défense nationale, pourront être maintenus si, dans le délai de deux mois au plus, une commission qui sera instituée dans chaque région, composée en nombre égal de membres patrons et de membres ouvriers, présidée par un délégué du ministre de la Guerre ou du ministre de la Marine, a donné à ce maintien un avis favorable.

Pour les exploitations houillères, la Commission constituée au siège de chaque mine sera présidée par l'ingénieur en chef des mines ou son délégué. Elle sera composée de représentants des patrons et d'ouvriers mineurs. Le délégué mineur ou son suppléant en fera partie de droit.

En ce qui concerne les mineurs des régions non houillères, l'avis sera émis par la Commission militaire des mines, à laquelle seront adjoints un membre ouvrier et un membre patron.

Les hommes visés au paragraphe ci-dessus demeureront à la disposition du ministre de la Guerre.

Ils seront placés dans les conditions et soumis aux obligations prévues par les paragraphes 3 et 6 de l'article 42 de la loi du 21 mars 1905. En ce qui concerne leurs salaires, le décret du 10 août 1904 sur les conditions du travail dans les mines passées au nom de l'Etat sera applicable de plein droit.

Contre les énonciations fausses

Art. 7. — Ceux qui auront fait figurer des énonciations fausses dans la déclaration prévue dans le deuxième paragraphe de l'article 6 de la présente loi, ou ceux qui, d'une manière quelconque, auront trompé ou tenté de tromper l'autorité sur leur véritable qualité, profession ou aptitude et ainsi obtenu ou tenté d'obtenir, fait maintenir ou tenté de faire maintenir soit leur mise en sursis d'appel, soit leur affectation dans un établissement militaire ou dans une usine ou entreprise privée travaillant pour l'armée, les chefs d'établissement, d'usine et d'entreprise, ainsi que les employés et travailleurs que ceux exécutés en vue de la Défense nationale les hommes affectés dans de tels établissements, usines et exploitations, seront poursuivis dans les mêmes conditions comme complices et punis des mêmes peines.

Tout chef de service dans l'ordre administratif ou militaire, tout directeur d'usine ou d'entreprise, ainsi que les employés et travailleurs qui auront obtenu en vue de la guerre et punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de cinq cents francs à cinq mille francs (500 fr. à 5.000 fr.)

Les départs pour le front

Art. 8. — Les gradés et hommes de troupe de l'armée active ou de sa réserve, aptes à faire campagne, qui n'ont pas été sur le front depuis le début de la campagne, présents dans les dépôts au moment de la promulgation de la présente loi, ne pourront y être maintenus sous aucun prétexte.

L'inspection dans les formations sanitaires

Art. 9. — Une inspection sera faite tous les

Fils de Française

Grand roman d'actualité

TROISIEME PARTIE
Prisonniers en Allemagne

Où, c'était là la doctrine officiellement professée par le grand état-major et par le corps des officiers allemands !

Les jeunes blancs-becs du « Kriegszwischen » ne s'en tenaient pas aux paroles.

La pauvre « Souris » en savait quelque chose.

Le matin même, pour le remercier de lui avoir apporté, à sa demande, un bol de bouillon, trouvant le breuvage trop chaud à son gré, un sous-lieutenant lui avait jeté à la tête le contenu du bol, — simplement !

Comme la pauvre souris, le visage ébouillonné, se frotta le front avec ses doigts, se récria, haletant, et se plaignait, offrant à Dieu cette injure, le drôle avait ricané bruyamment :

« Voilà comme il faut les traiter, ces chiens de Français !... »

Et, parmi ces chevaux de la « Kultur » qui portaient l'épée, pas un n'avait élevé la voix pour protester !

Au contraire ! — Tous s'étaient esclaffés, à cette bonne plaisanterie.

« Elle s'obligera à rester là, telle une borne, assise dans l'embrasure de la fenêtre, un menu ouvrage à la main, lui servant de prétexte, et, tandis qu'elle coupait des bandes de linges ou effiloitchait de la charpie, les regards au moment de la promulgation de la présente loi, ne pourront y être maintenus sous aucun prétexte. »

C'était extrêmement gênant et agaçant.

Elle avait beau ne pas comprendre un traître mot à ce qu'ils se disaient, — à défaut de ses oreilles, ses yeux, ne lui permettaient pas moins de constater l'assiduité de Germaine.

Elle ignorait à quel point, qu'elle laissait ignorer à Jean, — des raisons trop certaines, trop graves, pour trembler, à la seule idée d'une possible indiscrétion !...

Jean entrageait franchement, et de temps en temps se soulageait la bile en criant l'intruse d'imprécations et de sarcasmes.

« Que le diable l'emporte ! admire-moi un peu cette « gracieuse demoiselle ! » ces bourrelets de fille dont s'adonne ce front de crapaud, ces prunelles de vieille femme, ce soupon de nez en pied de marmite, ces joues qu'on dirait peinturlurées avec du vermillon ! »

Germaine ne pouvait s'empêcher de sourire de ce traitirant de vérité, tandis que le fraulein, se doutant qu'on se moquait d'elle, les foudroyait d'un regard courroucé, et que Jean continuait.

« Ce que j'aurais du plaisir à la prendre par la peau du cou et à la jeter dehors à grands coups de pied dans ses œuvres basses. »

Il pria clairement, catégoriquement, de déguerpir ? — C'est été bien inutile, et, de plus, imprudent. Forte de son droit, elle s'y fit refusée, et n'eût pas manqué de porter

plainte à l'administration supérieure, ce qui eût fait une fâcheuse histoire.

Il fallait donc aviser autrement.

On ne prend pas les mouches avec du vinaigre. Jean essaya d'amadouer par degrés la péronnelle.

Un peu déhanté, au début, mais ce coquin de Jean s'étant mis en frais de séduction, elle ne tarda pas à se réapproprier.

Elle ne demandait que ça. Après une longue continence, la langue lui démenageait par Germaine.

« Ah ! la matine ! elle ne l'avait pas dans sa poche ! se retournant non plus à droite ni à gauche, elle se retourna vers Germaine, et, en pareille matière, il est difficile de donner le change à une fille d'Ève. »

D'autant qu'il y avait peut-être bien un brin de jalousie dans son cas.

Lorsqu'au bout de quelques jours, les rapports entre eux furent redevenus familiers, un beau matin, elle jeta à Jean tout à trac :

— Pourquoi que votre amoureux ne vient plus vous voir ?

Notre homme bondit, interloqué.

— Ah ! ça, de qui entendez-vous parler ainsi ?

— Vous le savez bien ? ne faites donc pas l'innocent ?... »

Si bête qu'elle fût, elle était femme, et, en pareille matière, il est difficile de donner le change à une fille d'Ève.

D'autant qu'il y avait peut-être bien un brin de jalousie dans son cas.

Lorsqu'au bout de quelques jours, les rapports entre eux furent redevenus familiers, un beau matin, elle jeta à Jean tout à trac :

— Pourquoi que votre amoureux ne vient plus vous voir ?

Notre homme bondit, interloqué.

— Ah ! ça, de qui entendez-vous parler ainsi ?

— Vous le savez bien ? ne faites donc pas l'innocent ?... »

Si bête qu'elle fût, elle était femme, et, en pareille matière, il est difficile de donner le change à une fille d'Ève.

« Pas possible ? »

Il, traduisit, plus galamment :

— Le contraire n'est étonné, très gracieuse demoiselle.

Il, heureux de détourner la conversation du sujet périlleux abordé par l'indiscrète créature.

« Comment s'appelle-t-il, cet amoureux ? »

— Fritz.

— Et que fait-il ? — dans le civil ? — dans le militaire ?

Et, heureux de se rengorgner.

— Il est *unteroffizier* dans les pontonniers.

— Mes compliments, gracieuse demoiselle. Si Fritz vous ressemble vous devez faire, à vous deux, un joli couple !

La fraulein mignarda, flatée, car la raillerie lui échappait totalement.

— Ach ! exclamation qu'on met à toute sauce ! — Vous dansez sur mon nez (Vous vous moquez de moi) ?

— Pouvez-vous croire ?

— Mais cela n'est saucisse (cela n'est pas vrai). Fritz est mon *brautgam* (fiancé), et il m'épousera après la guerre.

« La Française, la demoiselle de la Croix-Rouge. »

— Vous êtes folle, fraulein, vous avez la berlue.

— Que non point ! On ne m'en conte point à moi, le m'y connaît, allez.

— Et si j'ai une naïve flerté... ?

— Moi aussi, j'ai un amoureux... ?

Stupéfait, Jean fut sur le point de se récrier :

de Bougie, avec 3 passagers et 41 tonnes, vin, huile, blé ; le vapeur anglais *Zeira*, de Newcastle, avec 110 tonnes charbon ; l'*Aude*, Compagnie Transatlantique, d'Oran, avec 27 passagers et 450 tonnes, 600 porcs, 200 bœufs, 20 chevaux ; le *Rhône*, Compagnie Mixte, d'Alger, avec 25 passagers et 20 tonnes vin, tabac, légumes ; le vapeur grec *Dimitrios Velas*, port Houllou.

JE GUÉRISS LA HERNIE

Garantie DE 5.000 Francs

Cette assertion n'est pas la conclusion d'une réclame insensée émanant de quelque personnage irresponsable. C'est un fait certain, une déclaration indiscutable, irrefutable dont le preuve peut être établie à tout moment par des milliers de personnes guéries non seulement en Angleterre, mais en France, en Belgique et dans tous les autres pays du monde. Quand le docteur QUESIER, le neveu de mon père, m'a fait découvrir un bandage, un coussinet, ou tout autre appareil destiné à être porté par le malade d'une façon permanente et uniquement dans le but de contenir sa hernie. NON ! JE VEUX DIRE que tout malade qui souffre de cette hernie et qui a tous ces instruments de torture si encombrants et redoutés l'ouverture herniaire qui s'est faite dans la paroi abdominale, elle rendra cette parole aussi forte et résistante que celle d'une personne jeune, bien portante et n'ayant jamais été atteinte de hernie.

Ma brochure, dont je me ferai un plaisir de vous adresser un exemplaire gratuitement, explique clairement comment vous pouvez vous-même être guéri, et cela de la façon la plus simple du monde, et sans aucune douleur, si ce n'est pendant de longues années d'une hernie double que mes collègues avaient déclaré incurable. Je me suis guéri et je sais qu'il est de mon pouvoir de faire connaître à tous les grands avantages que j'ai retirés de ma découverte. Aujourd'hui, je puis me vanter d'avoir guéri des milliers de herniaux dans le monde entier. Nul doute que vous éprouverez un grand intérêt à recevoir, en même temps que ma brochure et un échantillon de mon traitement, des attestations signées de personnes qui j'ai guéries radicalement. Ne perdez pas votre temps à dépenser de l'argent pour aller trouver ailleurs ce que vous offrez ma méthode, vous n'en éprouverez que plus de déception et de désespoir. Décidez-vous aussitôt après avoir lu cette annonce. Écrivez votre nom et adresse très clairement et lisiblement sur le coupon ci-dessous, découpez-le et envoyez-le moi immédiatement et vous recevrez, par retour du courrier, gratis et franco, ma brochure, un échantillon de mon traitement et tous les détails et explications voulus sur ma garantie. Ne m'envoyez pas d'argent du tout. Tenez seulement que toute lettre pour l'étranger doit être affranchie avec un timbre de 25 centimes.

COUPEON GRATUIT

Dr. W.M.S. RICE, (F. 1045), 8 & 9, Stonecutter Street, LONDRES, E.C., Angleterre.

Nom :
Rue :
Ville :
Département :

ECOULEMENTS

enlève les écoulements ou récents guéris en 3 jours, sans injection, par les CAPSULES S'-AMARIN s, allées de Meilhan, Marseille.

Le Gérant : Victor HEYRIES
Imp.-Stier du Petit Provençal
rue de la Darce, 75.

MINISTRE DE LA GUERRE

Service de l'Habillement

Le Mardi, 24 Août, à 15 heures, Sous-Intendance, rue de la Victoire, le sous-intendant militaire recevra offres pour fournitures de brosses diverses (pour armes, à habits, à laver, à retouler, doubles, à chaussures, à cheval en chaudière) à fournir dans les dix jours après approbation matérielle. S'adresser aux bureaux et adresser sous pli cacheté, prix et quantités offertes avant midi.

DEMOISELLE insérée, détail bureau, maison, hôtel ou lécons divers, Ec. X. Y. Z., bur. du journal.

Appartements Meublés CHAMBRES & CUISINES 40, rue Fortin, 40

QU PINTO VENDE Ecrétaireux et Enseignes en tous genres, sur cartons, colicot, etc. MAISTRY, place Procheville, 1 MARSEILLE

ECOULEMENTS Guérissement rapide par le SPECIFIQUE AMERICAIN PHARMACIE DU GLOBE, 34, r.d'Abagnac, 34, Marseille

TRAVAIL chez soi facile, garanti, tous sans chômage, 3 à 5 fr. par jour sur nouvel tricoteuse. S'ad. La Laborieuse, 29, r. Colbert, Marseille, Catalogue.

AVIS M. Gallier, Pontonier, St-Germain, ne répond plus des dettes de son épouse, née Bernard Marie, qui n'habite plus avec lui.

AVIS M. Laro Michel, boulev. Saint-Barthelemy, ne répond plus des dettes de son épouse, Chessa Seraphina, qui n'habite plus avec lui.

PERDU par voyageur anglais, carnet de passage à Marseille, fin d'année, valises contenant papiers personnels importants. La personne qui l'aurait trouvé est priée de la ramener au bureau de la gare, à pens à MM. de Montravel, Roche & C., rue de la République.

Le Gérant : Victor HEYRIES
Imp.-Stier du Petit Provençal
rue de la Darce, 75.

ANNONCES ECONOMIQUES "Classées"

DEMANDES D'EMPLOIS

La ligne 0 fr. 50, minimum 2 lignes

JEUNE HOMME non mobilisable demande emploi représentation dans l'alimentation, sachant conduire cheval, très bonnes références. Ecrire Henri Danche, 73, boulevard Chave.

AME veuve, 32 ans, demande place comptable chez personne seule. Préférences modestes. S'adr. 4, rue Longue-des-Capucins, au 12.

DAME de confiance dirig. intérieur pers. seule, irait au dehors, Supérieur, rue Méry, 26.

OFFRES D'EMPLOIS

JEUNE FILLE de 13 à 15 ans demandée pour travail facile, boulevard Vauban, 12.

EMPLOYE connaissant la confection pour hommes demandé, à la France, Toulon.

BON demi-ouvrier ou une bonne demio-ouvrière pour bien payé demandé, 70, rue Longue-des-Capucins.

EMPLOYE charcuterie demandé, cours Julien, 33.

OUVRIERS repasseuses demandées, 1, rue Vièvre-de-la-Garde, 3.

JOURNALIERS demandés pour la manutention, à la gare de Marseille-Arenc.

APPRENTI tailleur demandé, 70, chemin des Chartreux, au 2.

DES MONTEURS en chaussures demandés, chez P. Duménil, 3, rue Fortin, au 2.

OUVRIERS nettoyeurs sont demandés, Bec d'Auer, 6, rue Saint-André, Promadon.

OUVRIERS menuisiers demandés, Renacou, 24-25, boulevard Extérieur (Arenç).

BOONS OUVRIERS menuisiers en voitures demandés, chez Guldener, carrossier, 52, avenue du Prado.

JEUNE femme, présentée par ses parents demandée. Inutile de se présenter sans bonnes références. S'adresser, 24, rue Vacon (corset).

OUVRIERE et demi-ouvrière repasseuses demandées, rue de l'Évêché, 105, travail assuré.

CUISINIERE B.-d.-R. Vous renvoyons de courtoisie à adresse indiquée.

JEUNE HOMME de 13 à 14 ans demandé pour les courses, Maison Grau, 52, rue de Rome.

ON DEMANDE homme sachant laver auto et garde de nuit, 5, place des Hommes.

OUVRIERS pour vestes et pantalons kaki, jeunes filles pour plage, demandées, Jaume, 107, rue de Rome.

OUVRIERE et demi-ouvrière tapissières demandées, boulevard Beilla, 43.

APPRENTI boulanger de 15 à 15 ans, demandé, boulevard Boisson, 123.

ELECTRICIEN bon ouvrier, connaissant l'électricité, téléphone et sonnerie demandé, chez Doutras fils, 5, rue Dieué.

ANTALONNIERE et APPRENTI demandés rue Coutellerie, 10.

OUVRIERS pour le fait cloqué, tous lardés et quart laiton, façon inconnue jusqu'à ce jour. S'adr. Puzin, rue Longue-des-Capucins, 71 b.

OUVRIER matelassier-tapisier est demandé, chez Mme Achard, rue de la Croix-Ouvr., 3.

BOURSE DU TRAVAIL. — On demande : des ajusteurs mécaniciens et des tourneurs sur métaux ; une douzaine de personnes aptes à couper de la lavande, pour le dehors, de préférence des familles d'agriculteurs pouvant gagner de 10 à 12 francs par jour ; des charbons ; demi-ouvrier ébéniste ; demi-ouvrier serrurier ; un fermier et sa femme

pour faire la cuisine aux travailleurs. — S'adresser à la Bourse du Travail, rue de l'Académie.

LEÇONS

COURS, leçons certificats études, session octobre. S'adr. kiosque journaux place d'Aix.

GRANDE et petite chambres à louer avec ou sans pension, 40, bd du Jardin-Zoologique, 1er étage.

APPARTEMENT quatre pièces clair, vers A centre, demandé. Offres : Guerdat, 10, boulevard Saint-Thérèse (Saint-Pierre).

CHAMBRE meubl. dans campagne à louer, belle vue sur tram, villa Marie-Thérèse, 11, 3, Grande Viste.

VEUVE sans enfant cherche cuisine vide eau, quart, Saint-Charles ou Porte-d'Aix. S'adr. M^{me} Doussot, rue des Chapelliers, 35, 1^{er}.

ON DEMANDE à louer appartement, 3 à 4 pièces, quartier, rue Fontaine-Roulette, 23, mag. rue Perrin-Solliers.

VILLEGIATURES

VILLEGROUZE (Var). — A louer au mois, maison meublée, quatre p., pays sain, traits, à proximité gare. Ec. Bonnefoy C., Vilegroze.

FONDS DE COMMERCE

COMMERCE pour dames à vendre au prix du matériel, réelle occasion, cause départ. S'adresser rue Fontaine-Roulette, 23, mag.

EPICERIE pl. cent, situat. d'avenir, céd. à mod. bloc, 800 fr. Matériel superbe. Voir mag. de vins, rue du Progrès, 29.

MATERIEL de boulangerie à vendre. S'adr. M^{me} ou écrire au bureau du Petit Provençal, à Salon.

LOCATIONS

VOITURE VICTORIA à vendre, bonne occasion. S'adr. 29, bd du Chi-Fer, villa Mysore.

MACHINES à coudre Singer, canette, canette et autres, et une machine à coudre à tube cylind. pour cordonnier, et une Jônès, 35, rue de Village, magasin.

MACHINE à boutonnerie neuve ou occasion demandée. Ecrire Tubiana, poste restante, Prado, Marseille.

JACHETE tout : motos, outillage, bibliothèques, etc., n'accepte qu'offres écrites. Henry, 23, rue Estelle, Marseille.

BELLE MACHINE Singer neuve, canette B centrale, 4, rue Pavillon, 1^{er}.

MOTO Claveter HP 2 vit. 1814 à vend. Ec. poste France, Joseph, Salvadori.

CINO RICHES CHAMBRES à 2 port. nob. ci. neuve, n'imp., offre, ébéniste mobilisé, pressé, r. République, 55, au 1^{er}. On s'écrit.

CAPITAUUX

AVANCES FINANCIÈRES pour constitution de Sociétés industrielles, agrandissement d'usines déjà existantes pour faciliter extension d'affaires. Voir Comptoir Universel, rue Tapis-Vent, 45, Marseille.

DISPOSANT d'une somme de 500 à 1.000 fr., j'aurais recouvert toute proposition intéress. dans un délai existant ou immédiat, réalisable et immédiat, productive, personnelle ou de prêt, en associat., par monsieur ou dame. Ecrire Eug. George, 14, cours Saint-Louis.

PERDUS ET TROUVES

PERDU brochure, rapporter contre récomp. 3, boul. de l'Église, Sainte-Anne, Benthoux.

ANIMAUX

CHIENS POLICIERS bergers d'Alsace, mâles, femelles saillies, origine inscrite, primés Expositions, dressés, Chalet Nini-Thérèse, La Gouffonne-Le Redon.

AVIS DIVERS

AVENIR DEVOIE

MARIA, consultations depuis 1 fr., maison honorable, rue Neuve, 8, 3^e.

CONSULTATIONS JURIDIQUES

VOCAT-DANS. — Consultation, 2 francs. A rue GIZARD, 45.

POUR OFFICIER naturalisation française, assistance judiciaire, assistance des vieillards, etc., consulter Humbert, défenseur, rue Rouvière, 4.

GARDE ENFANTS

DEMANDE à garder enfants en pleine campagne. S'adresser à Mme Barel, épicière du Madet, tram Croix-Rouge.

GERANCE

EX-NEGOCIANT pouvant fournir caution, et références sér. cherche gerance. Ec. S. Auban, bureau du journal.

DAME demande gerance ou emploi caissière, etc. Pomé, maison Aynoz, 133, rue Paradis.

PERMUTATIONS

PERMUTATION. Auxiliaire de Marseille, affecté à Saint-Siméon-Dresnières (Eure), permuterait avec auxiliaire habitant Lyon ou environ assés. M^{me} Armad, directeur à Mme Roux, 3, rue de l'Étoile, Marseille.

SECRETARE 15^e section infirmiers cherché par AIX ou environs. Ecrire A. Perret, secrétaire, Grand Hôtel, à Grasse (Alpes-Maritimes).

POUR NOS SOLDATS

DIÈS SENSIBLES. — Les ampoules, écoulements, frotements douloureux de la chaussure ou de la selle, sont prévenus par le cosmétique à La Mazarine de nos soldats et des marcheurs. La boîte 75 centimes, franco.

POUX ET VERMES de toutes les parties du corps sont rapidement détruits par la poudre végétale à La Paracisside. Supprime l'onguent gris. Le paquet, 50 centimes, franco. Laboratoire des Spécialités Hygiéniques